L'énième résurgence du choléra au Burundi

VaccinesWork,Â 23 octobre 2023 Le Burundi est actuellement aux prises avec une augmentation alarmante des cas de cholÃ©ra, principalement dans la municipalitÃ© de Bujumbura, la province de Cibitoke, et la province de Bujumbura. Le pays n'a pas encore introduit la vaccination contre le cholÃ©ra, comme l'a confirmÃ© le directeur du Programme Elargi de Vaccination (PEV), qui prÃ©conise plutÃ´t une Ã©ducation visant Ã promouvoir les meilleures pratiques en matiÃ¨re d'hygiÃ¨ne.

Dans un communiquÃ© datÃ© du 5 septembre dernier, le ministÃ¨re de la SantÃ© publique a tirÃ© la sonnette d'alarme concernant les cas de cholÃ©ra au Burundi. Selon le ministÃ¨re, une trentaine de personnes Ã©taient hospitalisÃ©es dans les districts sanitaires de la municipalitÃ© de Bujumbura, d'Isare, et de Cibitoke. Un samedi matin, dans le quartier de Nyabagere, situÃ© dans la zone de Gihosha, dans la commune de Ntahangwa de la municipalitÃ© de Bujumbura, nous nous sommes rendus dans des zones touchÃ©es par le cholÃ©ra. La journÃ©e Ã©tait ensoleillÃ©e, et les habitants vaquaient Â leurs activitÃ©s quotidiennes. Certaines personnes se consacraient Ã maintenir la propretÃ© de leur environnement, notamment en dÃ©bouchant les caniveaux. Les donnÃ©es montrent que "seuls 6 Burundais sur 10 ont un accÃ¨s basique Ã l'eau potable." Seulement "6% de la population pratique couramment le lavage des mains." Pour Claver Ndayisenga, rÃ©sident du quartier de Nyabagere, la pÃ©nurie d'eau potable est Ã l'origine de la recrudescence du cholÃ©ra dans leur localitÃ©. "Ã€ ce jour, l'eau est disponible dans les robinets publics de la place et la population en profite. Un bÃ©mol subsiste. Une semaine peut passer sans qu'on ne reÃ§oive pas de l'eau fournie par la Regideso", dÃ©plore-t-il. Selon Marie Bukuru, mÃ¨re de deux enfants, "les habitants ont recours aux eaux de la riviÃ¨re Nyabagere qui sont souvent sales." Les rÃ©sidents de Nyabagere demandent la distribution permanente de l'eau tous les jours pour Ã©viter de telles maladies liÃ©es Ã l'insalubritÃ©. La situation est en voie d'amÃ©lioration, selon Nibizi, chef de quartier de Nyabagere dans la zone de Gihosha. Il explique : "la Croix Rouge du Burundi, en collaboration avec la plateforme de prÃ©vention et de gestion des catastrophes, vient en aide Ã la population en lui fournissant de l'eau dans des citernes. Des rÃ©unions de sensibilisation sont Ã©galement organisÃ©es pour promouvoir l'hygiÃ¨ne et l'assainissement." Des chiffres alarmants Selon Nestor Mburente, reprÃ©sentant lÃ©gal de l'Association Villageoise dâ€™Entraide et de DÃ©veloppement Communautaire (AVDEC), l donnÃ©es montrent que "seuls 6 Burundais sur 10 ont un accÃ¨s basique Ã l'eau potable." Seulement "6% de la population pratique couramment le lavage des mains." Les Ã©coles et les centres de santÃ© ne sont pas en reste. M. Mburente a prÃ©cisÃ© que "46% des Ã©coles ont un accÃ¨s limitÃ© Ã des services d'assainissement", et "70% des centres de santÃ© ont accÃ¨s Ã l'eau potable contre 48% ayant accÃ¨s Ã l'assainissement." Cette situation aggrave la propagation du cholÃ©ra, d'aprÃ¨s M. Mburente. Il a observÃ© une rÃ©sistance au changement de la part de la population, qui, selon lui, "n'a pas encore compris le coÃ»t de l'inaction." "Nous pensons Ã©laborer une stratÃ©gie de promotion de l'assainissement dans nos interventions", dit-il. Le reprÃ©sentant lÃ©gal de lâ€™AVEDEC estime qu'une solution efficace serait de rendre disponible un vaccin contre le cholÃ©ra, mais il insiste sur la nÃ©cessitÃ© de promouvoir les meilleures pratiques en matiÃ¨re d'hygiÃ¨ne et d'assainissement en parallÃ¨le. "Avoir le vaccin sans que les gens adhÃ¨rent aux meilleures pratiques de la promotion de l'hygiÃ¨ne et de lâ€™assainissement sera problÃ©matique", estime-t-il, en soulignant l'importance des sensibilisations dans les Ã©glises, les marchÃ©s, les Ã©coles, etc. Le Dr. Jean Claude Bizimana, directeur du PEV, a prÃ©cisÃ© que le vaccin contre le cholÃ©ra n'est pas disponible dans le pays et est produit en petite quantitÃ© dans le monde. Il a expliquÃ© les conditions requises pour introduire le vaccin, notamment l'ampleur de l'Ã©pidÃ©mie et son Ã©tendue. Le directeur du PEV a soulignÃ© que l'ampleur du cholÃ©ra au Burundi n'est pas trÃ¨s Ã©levÃ©e. Au cours d'une annÃ©e (jusqu'au 15 octobre), plus de 1100 cas ont Ã©tÃ© enregistrÃ©s, avec plus de 99% de guÃ©risons et seulement 9 dÃ©cÃ¨s. En consÃ©quence, le groupe internatio en charge du cholÃ©ra ne peut pas fournir de vaccins pour lutter contre l'Ã©pidÃ©mie. Cependant, en ce qui concerne la vaccination prÃ©ventive, le Dr. Bizimana a indiquÃ© que le Burundi pourrait Ãªtre Ã©ligible. Des dÃ©marches sont en cours pou son introduction dans les zones Ã haut risque. ParallÃ¨lement, les services de l'Ã‰tat, notamment le ministÃ¨re de la SantÃ©, mettent en place une riposte qui comprend des mesures d'assainissement de base, telles que la fourniture d'eau potable, et des campagnes de sensibilisation adaptÃ©es pour impliquer activement la population.